

Convention collective

**IDCC : 9221. – EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE, D'ÉLEVAGE
ET DE CULTURES LÉGUMIÈRES DE PLEIN CHAMP
(Côtes-d'Armor)
(26 octobre 1982)**

(Etendue par arrêté du 15 mars 1983,
Journal officiel du 29 mars 1983)

AVENANT N° 95 DU 5 JUILLET 2011

NOR : AGRS1297032M
IDCC : 9221

Entre :

La FDSEA,

D'une part, et

Le syndicat départemental de l'agriculture CFDT ;

L'UD des syndicats CGT-FO ;

L'UD CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A l'alinéa 1 de l'article 1^{er} de la convention collective intitulé « Champ d'application », après le groupe de mots « et de cultures légumières extensives de plein champ » est ajouté le groupe de mots suivant « des Côtes-d'Armor ».

A l'alinéa 1 de ce même article, le groupe de mots « qui font l'objet de dispositions particulières traités dans l'annexe V » est supprimé.

Article 2

A l'alinéa 2 de l'article 2 intitulé « Durée, révision, dénonciation », le groupe de mots « au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par « à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ».

A l'alinéa 5 de ce même article 2, après le groupe de mots « Tout syndicat professionnel » est inséré le groupe de mots « reconnu représentatif pour la branche ».

Article 3

A l'alinéa 1 de l'article 3 intitulé « Commissions d'interprétation et de conciliation », le groupe de mots « l'article L. 132-17 » est remplacé par « l'article L. 2232-4 ».

A l'alinéa 8 de ce même article 3, le groupe de mots « du service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par « de la DIRECCTE ».

Article 4

A l'alinéa 1 de l'article 4 intitulé « Liberté syndicale et d'opinion », le groupe de mots « IV du code du travail » est remplacé par « I^{er} de la 2^e partie du code du travail ».

A l'alinéa 2 de ce même article 4, le groupe de mots « le fait d'appartenir ou non » est remplacé par « l'appartenance ou non d'un salarié ».

A l'alinéa 2 de ce même article 4, le mot « congédiement » est remplacé par « licenciement ».

Article 5

A l'alinéa 1 de l'article 5 intitulé « Délégués du personnel », le groupe de mots « de 1 année » est remplacé par « de 4 ans ».

A l'alinéa 2 de ce même article 5, le groupe de mots « l'article R. 420-1 » est remplacé par « les articles R. 2314-1 et suivants ».

A l'alinéa 3 de ce même article 5, le groupe de mots « l'article L. 420-3 » est remplacé par « les articles L. 2313-1 et suivants ».

Article 6

A l'alinéa 1 de l'article 6 intitulé « Comité d'entreprise », le groupe de mots « des articles L. 431-1 et suivants » est remplacé par « de l'article L. 2322-1 ».

Article 7

Le titre de l'article 7 intitulé « Délégués interentreprises » est remplacé par le nouveau titre suivant « Délégués syndicaux ».

A l'alinéa 4 de ce même article 7, le groupe de mots « du chef de service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par « de la DIRECCTE ».

A l'alinéa 6 de ce même article 7, le groupe de mots « l'article L. 420-3 » est remplacé par « les articles L. 2313-1 et suivants ».

A l'antépénultième alinéa de ce même article 7, le groupe de mots « du chef de service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par « de la DIRECCTE ».

A l'antépénultième alinéa de ce même article 7, le groupe de mots « au chef de service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par « à la DIRECCTE ».

Article 8

A l'alinéa 4 de la convention collective intitulé « Participation aux commissions et financement de la négociation collective », le groupe de mots « en même temps et dans les mêmes conditions que la cotisation affectée au financement de la formation professionnelle continue et prévue à l'article 33 de la convention collective » est supprimé.

Article 9

Les dispositions de l'article 9 intitulé « Période d'essai » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Tout engagement à durée indéterminée est conclu à l'essai. La durée de la période d'essai est fixée à 2 mois pour les salariés non cadres.

La période d'essai est expressément stipulée dans la lettre d'engagement ou le contrat de travail.

Lorsqu'il est mis fin à la période d'essai par l'employeur, le salarié est prévenu dans un délai qui ne peut être inférieur à :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

La période d'essai ne peut être prolongée du fait de la durée du délai de prévenance.

Lorsqu'il est mis fin à la période d'essai par le salarié, celui-ci respecte un délai de prévenance de 48 heures. Ce délai est ramené à 24 heures si la durée de présence du salarié dans l'entreprise est inférieure à 8 jours. »

Article 10

Le titre de l'article 11 intitulé « Suspension du contrat » est remplacé par le nouveau titre suivant « Garantie d'emploi en cas de maladie ou d'accident ». A l'alinéa 4 de ce même article 11, le groupe de mots « de la COTOREP » est remplacé par « de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) ».

Les dispositions des alinéas 1 à 3 de ce même article 11 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Toute interruption du travail résultant d'une maladie ou d'un accident de la vie privée ne peut constituer un motif légitime de rupture de contrat.

Dès sa guérison, le salarié a le droit d'être réintégré dans son emploi.

Si son indisponibilité dure plus de 1 an, le contrat de travail peut être rompu, si le bon fonctionnement de l'entreprise l'exige. Dans ce cas une priorité d'embauche est accordée au salarié pendant une période de 12 mois dès lors qu'il peut effectuer le même travail que précédemment. »

Article 11

Le titre de l'article 12 intitulé « Classifications des emplois ouvriers » est remplacé par le nouveau titre suivant : « Classification des emplois ».

Les dispositions suivantes issues de l'avenant n° 80 du 4 juillet 2006 et placées en annexe VII sont insérées avant l'alinéa 1 de ce même article 12 :

« Chaque salarié doit être classé dans l'un des niveaux d'emploi et échelon déterminés en fonction de l'emploi réellement exercé et correspondant au contenu de ses missions dans l'entreprise.

La classification des emplois a été élaborée à partir des critères suivants :

- degré de difficulté et de complexité du travail ;
- degré d'autonomie requise ;
- degré de responsabilité ;
- effort d'acquisition des compétences.

La combinaison de ces critères servant de classement renvoie à un niveau et à un échelon d'emploi.

Les critères pour un échelon donné sont cumulatifs. Ils s'ajoutent, en outre, aux critères définis aux emplois de niveaux et d'échelons inférieurs.

La classification des emplois des exploitations et des entreprises agricoles entrant dans le champ d'application de la présente convention s'établit comme suit.

Elle s'applique à l'ensemble du personnel pour les emplois non cadres et cadres.

Quels que soient son niveau et son échelon, tout salarié doit tenir l'emploi qui lui a été confié, en respectant les consignes de sécurité et en utilisant les moyens de protection mis à sa disposition. »

Avant le groupe de mots « Niveau I : ouvriers d'exécution : » est inséré le groupe de mots « Personnel ouvrier ».

Après les phrases « Le niveau de connaissances nécessaires à la tenue des emplois de ce niveau est équivalent à celui des diplômes professionnels de niveau IV complété par une expérience professionnelle significative. Ces mêmes connaissances peuvent s'acquérir dans le cadre d'une expérience professionnelle validée » est inséré le groupe de mots suivant « Personnel d'encadrement ».

A la suite de « Personnel d'encadrement », sont insérées les dispositions de l'article 1^{er} de l'annexe IV allant de « Niveau V : Personnel d'encadrement » jusqu'à « dans le cadre d'une expérience professionnelle validée ».

Au dernier alinéa de ce même article 12, le groupe de mots « ainsi qu'il suit en annexe VI » est remplacé par le groupe de mots suivant « ainsi qu'il suit en annexe IV ».

Article 12

Le titre de l'article 13 « Prime d'encouragement à la formation continue » est supprimé.

L'article 14 intitulé « Maintien de la rémunération » devient le nouvel article 13.

Article 13

A l'alinéa 1 de l'article 15 intitulé « Salaires et avantages en nature », le mot « fixé » est remplacé par « mentionné ».

Dans le I intitulé « Dispositions d'ordre général » de ce même article 15, le mot « délai-congé » est remplacé par « préavis ».

Avant le II intitulé « Evaluation de l'avantage logement » de ce même article 15 est ajouté le groupe de mots suivant « Le loyer aura été préalablement fixé à l'embauche et convenu par écrit. Il continuera à être dû par le salarié en cas de suspension du contrat de travail ».

Dans ce même article 15, les groupes de mots « du coefficient 100 » sont remplacés par les groupes de mots « du niveau 1, échelon 1, coefficient 11 ».

Ce même article 15 devient le nouvel article 14.

Article 14

A l'article 15 *bis* intitulé « Rémunération à tâche », le groupe de mots « au 1^{er} juillet » est supprimé.

Le titre de ce même article 15 *bis* devient « Rémunération à la tâche ».

Ce même article 15 *bis* devient le nouvel article 15.

Article 15

Au dernier alinéa de l'article 16 intitulé « Prime d'ancienneté », est inséré après le groupe de mots « visées à l'article 11, » le groupe de mots suivant « ou des salariés en congé de maternité ou d'adoption conformément aux articles L. 1225-24 et L. 1225-42 du code du travail, ».

Article 16

A l'alinéa 1 de l'article 17 intitulé « Rémunération des jeunes travailleurs », le groupe de mots « que les hommes adultes » est remplacé par « qu'une personne majeure ».

Article 17

Les dispositions de l'article 18 intitulé « Statut et rémunération des stagiaires » sont abrogées.

Article 18

A l'alinéa 1 de l'article 19 intitulé « Rémunération des apprentis », le groupe de mots « La rémunération d'un jeune travailleur » est remplacé par : « Conformément au livre II de la partie 6 du code du travail, la rémunération d'un jeune travailleur ». A l'antépénultième alinéa de ce même article 19, le groupe de mots « l'article R. 117-7-2 » est remplacé par « l'article R. 6222-16-3° ».

Ce même article 19 devient le nouvel article 18.

Article 19

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 20 intitulé « Paiement des salaires » sont abrogées.

Ce même article 20 devient le nouvel article 19.

Article 20

Les dispositions de l'article 21 intitulé « Permanence de l'emploi et rémunération garantie » sont abrogées.

Article 21

Un nouvel article 20, intitulé « Garantie de maintien de salaire », est créé, qui dispose :

« Voir l'accord régional du 8 juillet 2009, étendu par arrêté du 4 novembre 2009, *Journal officiel* du 11 novembre 2009, placé en annexe IV de la présente convention collective pour information. »

Article 22

Un nouvel article 21, intitulé « Participation, intéressement et épargne salariale », est créé, qui dispose :

« Les dispositifs d'intéressement des salariés, de participation aux résultats et de plans d'épargne d'entreprise sont mis en place dans chaque entreprise dans les cas prévus par la loi. Ces dispositifs ne peuvent pas se substituer au salaire. »

Article 23

A l'article 23 intitulé « Durée du travail », les groupes de mots « du service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont remplacés par « de l'inspection du travail ».

Ce même article 23 devient le nouvel article 22.

Article 24

Au dernier alinéa de l'article 23 *bis* intitulé « Périodes d'astreinte », le groupe de mots « dans la limite » est remplacé par « dans la limite ».

Ce même article 23 *bis* devient le nouvel article 23.

Article 25

A l'alinéa 1 de l'article 23 *ter* intitulé « Travail à temps partiel », le groupe de mots « les articles L. 212-4-2 » est remplacé par « les articles L. 3123-1 et suivants ».

Dans ce même article 23 *ter*, le groupe de mots « de l'article 9.4 » est supprimé.

Dans ce même article 23 *ter*, le groupe de mots « , relatives au contrat de travail à temps partiel annualisé et reproduites dans l'annexe III de la présente convention » est supprimé.

Article 26

A l'article 24 intitulé « Aménagements et assouplissements de l'horaire de travail », le groupe de mots « L. 212-2-1 et L. 212-8 » est remplacé par « L. 3122-1 et suivants ».

Dans ce même article 24 est inséré après le groupe de mots « du 23 décembre 1981 modifié, » le groupe de mots suivant « et par l'article 5 de l'accord du 18 juillet 2002 sur les saisonniers, sur diverses dispositions sur les contrats à durée déterminée, ».

Dans ce même article 24, le groupe de mots « inclus dans l'annexe III de la présente convention » est supprimé.

Article 27

A l'article 24 *bis* intitulé « Travail intermittent », le groupe de mots « , figurant à l'annexe III de la convention » est supprimé.

Article 28

Les dispositions de l'article 24 *ter* intitulé « Convention annuelle de forfait » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Des conventions de forfait peuvent être conclues dans le cadre des dispositions prévues aux articles 7.3, paragraphes 3 et 4, 11.2, 11.3 et 11.4, de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles. »

L'intitulé de ce même article 24 *ter* de la convention collective est remplacé par l'intitulé suivant : « Convention de forfait ».

Article 29

A l'alinéa 2 de l'article 25, intitulé « Travail des jeunes », le groupe de mots « le chef de service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par « l'inspection du travail ».

A l'alinéa 4 de ce même article 25, le groupe de mots « au service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par « à l'inspection du travail ».

Article 30

Au II intitulé « Jours fériés » de l'article 26 intitulé « Repos hebdomadaire et jours fériés », le groupe de mots « L. 222-5 à L. 222-8 et R. 222-1 » est remplacé par « L. 3133-4 à L. 3133-6 et D. 3133-1 ».

Dans ce même article 26 est ajouté :

« III. – Journée de solidarité »

Conformément aux articles L. 3133-7 et suivants du code du travail, la journée de solidarité peut être fixée soit par accord collectif ou à défaut par décision unilatérale de l'employeur après consultation le cas échéant des représentants du personnel.

La journée de solidarité peut être fixée sur un jour précédemment chômé, autre que le 1^{er} Mai, ou peut être fractionné sur l'année.

Dans le cas de la fixation de la journée de solidarité sur un jour férié, ne sont pas applicables les dispositions légales ou conventionnelles prévoyant le chômage de ce jour et visant les contreparties financières. »

Article 31

A l'article 34 intitulé « Hygiène et sécurité des travailleurs », les dispositions des paragraphes 1 à 5 sont supprimées.

Au paragraphe 6 de ce même article 34, les références « 6 » sont supprimées.

Au paragraphe 7 de ce même article 34, les références « 7 » sont supprimées.

Dans ce même article 34, les dispositions des paragraphes 8, 9 et 11 sont supprimées.

Au paragraphe 10 de ce même article 34, les références « 10 » sont supprimées.

Dans ce même article 34, le groupe de mots « Les ouvriers effectuant les traitements » est remplacé par « Les salariés effectuant les traitements ».

Au début de ce même article 34 sont insérées les dispositions suivantes :

« Les exploitations et établissements visés par la présente convention doivent présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

Lorsque la nature des travaux l'exige, des équipements de protection individuelle sont fournis aux salariés par l'employeur.

Toutes mesures doivent être prises pour assurer la sécurité du personnel dans les conditions prévues aux articles L. 4111-1 et suivants et R. 4321-1 du code du travail.

L'employeur est tenu en vertu de l'obligation générale de sécurité qui lui incombe d'évaluer les risques éventuels et de prendre toutes les mesures de prévention nécessaires et adaptées pour assurer la sécurité et protéger la santé des salariés de son entreprise.

A cette fin, il doit tenir et mettre à jour un document unique d'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs. Cette évaluation comporte un inventaire des risques identifiés dans chaque unité de travail de l'entreprise. »

Ce même article 34 devient le nouvel article 41.

Article 32

Un nouvel article 34, intitulé « Rupture conventionnelle homologuée », est créé, qui dispose :

« L'employeur et le salarié peuvent décider en commun de la rupture du contrat de travail dans le cadre prévu par les articles L. 1237-11 et suivants du code du travail relatif à la rupture conventionnelle.

Elle est exclusive du licenciement ou de la démission, ne peut être imposée par l'une ou l'autre des parties. Elle résulte d'une convention signée par les parties au contrat.

Conformément à l'article L. 1237-14 du code du travail, la validité de la convention est subordonnée à son homologation par la DIRECCTE. »

Article 33

Au 1 intitulé « Contrat à durée déterminée » de l'article 31 intitulé « Démission, licenciement, départ à la retraite, fin de contrat », le groupe de mots « si le contrat est conclu conformément aux dispositions des articles L. 122-2 et L. 122-3, 2^e » est remplacé par « dans les conditions prévues à l'article L. 1243-10 ».

L'intitulé « 1. Contrat à durée déterminée » de ce même article 31 est remplacé par « I. – Contrat à durée déterminée ».

Au point 3.1 du II intitulé « Contrat à durée indéterminée » de ce même article 31, le groupe de mots « article L. 323-7 » est remplacé par « art. L. 5213-9 ».

A l'alinéa 1 de l'article 32 intitulé « Certificat de travail », après le groupe de mots « pendant lesquelles ces emplois ont été tenus » est inséré « , le solde du nombre d'heures acquises au titre du droit individuel à la formation et non utilisées, la somme correspondant à ce solde, l'organisme collecteur paritaire agréé compétent pour verser cette somme en cas de chômage : le FAFSEA dans notre secteur ».

Article 35

A l'alinéa 2 de l'article 33 intitulé « Formation professionnelle et développement de l'emploi », le groupe de mots « dans le cadre de décisions prises par la commission paritaire départementale de la

formation professionnelle regroupant les organisations syndicales et patronales du secteur agricole relevant de la présente convention » est supprimé.

A l'alinéa 6 de ce même article 33, le groupe de mots « , appelée dans les mêmes conditions que celles faisant l'objet du paragraphe précédent, » est remplacé par : « (appelée dans les mêmes conditions que la cotisation formation professionnelle prévue par les accords nationaux du 2 juin 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et sur la mutualisation des fonds de formation) ».

A l'alinéa 6 de ce même article 33, le groupe de mots « En outre, une » est remplacé par « Une ».

L'alinéa 6 de ce même article 33 devient le nouvel article 39, intitulé « Association emploi formation ».

Les alinéas 3 à 5 de ce même article 33 sont supprimés.

L'intitulé de ce même article 33 devient « Formation professionnelle ».

Article 36

Un article 38, intitulé « Droit individuel à la formation », est créé, qui dispose :

« Conformément à l'article L. 6323-7 du code du travail, l'employeur informe chaque salarié par écrit annuellement du total des droits acquis au titre du droit individuel à la formation. »

Article 37

Un article 43 intitulé « Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail » est créé, qui dispose :

« a) Un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est constitué conformément aux articles L. 4611-1 et suivants du code du travail dans les établissements occupant 50 salariés et plus.

b) Une commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est constituée conformément aux accords nationaux du 16 janvier 2001 et du 23 décembre 2008 et aux dispositions du code rural et de la pêche maritime. »

Article 38

A l'article 1^{er} de l'annexe V relative aux « Dispositions particulières propres au personnel des activités d'accueil à la ferme », le groupe de mots « La présente annexe » est remplacé par « Le présent chapitre ».

L'article 1^{er} de cette même annexe V devient le nouvel article 44 intitulé « Dispositions générales ».

Article 39

A l'article 2 de l'annexe V relative aux « Dispositions particulières propres au personnel des activités d'accueil à la ferme », dans le groupe de mots « Niveau 1 : employés d'exécution » le chiffre « 1 » est remplacé par « I ».

A l'article 2 de cette même annexe V, dans le groupe de mots « Niveau 2 : employés spécialisés » le chiffre « 2 » est remplacé par « II ».

A l'article 2 de cette même annexe V, dans le groupe de mots « Niveau 3 : employés qualifiés » le chiffre « 3 » est remplacé par « III ».

A l'article 2 de cette même annexe V, dans le paragraphe « Niveau 1 : employés d'exécution » est inséré le groupe de mots « (coefficient 11) » après le groupe de mots « Echelon 1 », et « (coefficient 12) » après le groupe de mots « Echelon 2 ».

A l'article 2 de cette même annexe V, dans le paragraphe « Niveau 2 : employés spécialisés » est inséré le groupe de mots « (coefficient 21) » après le groupe de mots « Echelon 1 », et « (coefficient 22) » après le groupe de mots « Echelon 2 ».

A l'article 2 de cette même annexe V, dans le paragraphe « Niveau 3 : employés qualifiés » est inséré le groupe de mots « (coefficient 31) » après le groupe de mots « Echelon 1 », et « (coefficient 32) » après le groupe de mots « Echelon 2 ».

L'article 2 intitulé « Classifications des emplois » de cette même annexe V devient le nouvel article 45 intitulé « Classifications des emplois d'accueil à la ferme ».

Article 40

L'article 3 intitulé « Travail de nuit » de l'annexe V relative aux « Dispositions particulières propres au personnel des activités à la ferme » devient le nouvel article 46 intitulé « Travail de nuit ».

Article 41

L'article 4 intitulé « Rémunération du travail du dimanche et des jours fériés » de l'annexe V relative aux dispositions particulières propres au personnel des activités à la ferme devient le nouvel article 47 intitulé « Rémunération du travail du dimanche et des jours fériés ».

Article 42

L'article 5 intitulé « Repos quotidien et hebdomadaire » de l'annexe V relative aux dispositions particulières propres au personnel des activités à la ferme devient le nouvel article 48 intitulé « Repos quotidien et hebdomadaire ».

Article 43

L'article 2 intitulé « Salaires » de l'annexe IV relative aux dispositions particulières propres au personnel d'encadrement devient le nouvel article 49 intitulé « Salaires ».

Article 44

L'article 3 intitulé « Prime d'ancienneté » de l'annexe IV relative aux dispositions particulières propres au personnel d'encadrement devient le nouvel article 50 intitulé « Prime d'ancienneté ».

Article 45

Un article 51, intitulé « Maladie et accident », est créé, qui dispose :

« Les salariés cadres sont bénéficiaires des régimes complémentaires de prévoyance institués par la convention collective nationale des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952. Ils doivent être affiliés à la caisse de prévoyance des cadres d'exploitations agricoles, CPCEA, 21, rue de la Bienfaisance, 75832 Paris Cedex 08. »

Article 46

Dans l'article 6 intitulé « Période d'essai. – Recrutement » de l'annexe IV relative aux dispositions particulières propres au personnel d'encadrement, le groupe de mots « – 2 mois pour les cadres du 3^e groupe » est supprimé.

Dans ce même article 6 de cette même annexe IV, le groupe de mots « 2^e groupe » est remplacé par « Niveau V et du Niveau VI, échelon 1 ».

Dans ce même article 6 de cette même annexe IV, le groupe de mots « 1^{er} groupe » est remplacé par « Niveau VI, échelon 2 ».

Dans ce même article 6 de cette même annexe IV, est supprimé le groupe de mots « La partie qui désire mettre fin à la période d'essai doit avertir l'autre partie par pli recommandé avec avis de réception :

- 15 jours à l'avance pour les cadres des 2^e et 3^e groupes ;
- 1 mois à l'avance pour les cadres du 1^{er} groupe ».

A la fin de ce même article 6 de cette même annexe IV, est ajouté le groupe de mots suivants : « La période d'essai est expressément stipulée dans la lettre d'engagement ou le contrat de travail.

Pendant la période d'essai, chacune des parties a la faculté de mettre fin à l'engagement dans les conditions fixées à l'article 9 de la présente convention. »

Ce même article 6 de cette même annexe IV devient le nouvel article 52 intitulé « Période d'essai. – Recrutement ».

Article 47

L'article 7 intitulé « Congés de perfectionnement » de l'annexe IV relative aux dispositions particulières propres au personnel d'encadrement devient le nouvel article 53 intitulé « Congés de perfectionnement ».

Article 48

A l'article 8 intitulé « Préavis » de l'annexe IV relative aux dispositions particulières propres au personnel d'encadrement, le groupe de mots « 3^e groupe » est remplacé par « Niveau V, échelon 1 ».

A ce même article 8 de cette même annexe IV, le groupe de mots « 2^e groupe » est remplacé par « Niveau V, échelon 2 et du Niveau VI, échelon 1 ».

A ce même article 8 de cette même annexe IV, le groupe de mots « 1^{er} groupe » est remplacé par « Niveau VI, échelon 2 ».

Ce même article 8 de cette même annexe IV devient le nouvel article 54 intitulé « Préavis ».

Article 49

L'article 9 intitulé « Absence pour recherche d'un nouvel emploi » de l'annexe IV relative aux « Dispositions particulières propres au personnel d'encadrement » devient le nouvel article 55 intitulé « Absence pour recherche d'un nouvel emploi ».

Article 50

A l'article 10 intitulé « Indemnité de licenciement » de l'annexe IV relative aux « Dispositions particulières propres au personnel d'encadrement », le groupe de mots « de 65 ans, ou de 60 ans » est supprimé.

Le dernier alinéa de ce même article 10 de cette même annexe IV est supprimé.

Ce même article 10 de cette même annexe IV devient le nouvel article 56, intitulé « Indemnité de licenciement ».

Article 51

L'article 11 intitulé « Allocation de fin de carrière » de l'annexe IV relative aux « Dispositions particulières propres au personnel d'encadrement » devient le nouvel article 57 intitulé « Allocation de fin de carrière ».

Article 52

Un article 58, intitulé « Retraite complémentaire », est créé, qui dispose :

« En ce qui concerne le personnel ouvrier, les employeurs sont tenus d'adhérer à la caisse mutuelle autonome de retraites complémentaires agricoles (CAMARCA), dont le siège est à Paris, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08.

Les salariés bénéficiaires des régimes complémentaires de retraite et de prévoyance institués par la convention collective nationale des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952, doivent être affiliés aux différentes institutions qui les mettent en œuvre (la gestion en est assurée par AGRICA Retraite AGIRC (ex-CRCCA) et par la caisse de prévoyance des cadres d'exploitations agricoles, CPCEA, 21 rue de la Bienfaisance, 75832 Paris Cedex 08).

Les bénéficiaires de ces régimes au regard de la classification des emplois sont définis en application des critères qui servent à la détermination des participants au régime de retraite des cadres institué par la convention collective nationale du 14 mars 1947.

Les partenaires sociaux signataires des accords de classification des emplois doivent saisir l'AGIRC et lui transmettre leurs avis quant aux participants relevant du régime de retraite des cadres institué au sein des conventions collectives concernées, en application des règles fixées par la convention collective nationale du 14 mars 1947. La décision sur les seuils d'affiliation prise par l'AGIRC devra figurer en annexe dans les conventions collectives concernées. »

Article 53

L'article 36 intitulé « Application de la convention » devient le nouvel article 59. L'article 35 intitulé « Médecine du travail » devient le nouvel article 42.

L'article 33 *bis* intitulé « Comité culture et loisirs » devient le nouvel article 40. L'article 33 intitulé « Formation professionnelle » devient le nouvel article 37. L'article 32 intitulé « Certificat de travail » devient le nouvel article 36.

L'article 31 intitulé « Démission, licenciement, départ à la retraite, fin de contrat » devient le nouvel article 35.

L'article 30 intitulé « Résiliation d'un commun accord » devient le nouvel article 33.

L'article 29 intitulé « Congés pour événements familiaux » devient le nouvel article 32.

L'article 28 intitulé « Congés payés » devient le nouvel article 31.

L'article 27 intitulé « Absence » devient le nouvel article 30.

L'article 26 intitulé « Repos hebdomadaire et jours fériés » devient le nouvel article 29.

L'article 25 intitulé « Travail des jeunes » devient le nouvel article 28.

L'article 24 *ter* intitulé « Convention de forfait » devient le nouvel article 27.

L'article 24 *bis* intitulé « Travail intermittent » devient le nouvel article 26.

L'article 24 intitulé « Aménagements et assouplissements de l'horaire de travail » devient le nouvel article 25.

L'article 23 *ter* intitulé « Travail à temps partiel » devient le nouvel article 24.

Article 54

Sont insérés les chapitres suivants :

« Chapitre I^{er}. – Dispositions préliminaires », placé avant l'article 1^{er} ;

« Chapitre II. – Droit syndical, représentation des salariés », placé avant l'article 4 ;

« Chapitre III. – Dispositions relatives à l'embauche et à l'emploi », placé avant l'article 9 ;

« Chapitre IV. – Dispositions relatives à la rémunération », placé avant l'article 13 ;

« Chapitre V. – Dispositions relatives à la participation, à l'intéressement et aux plans d'épargne salariale », placé avant l'article 21 ;

« Chapitre VI. – Dispositions relatives à la durée du travail et aux repos », placé avant l'article 22 ;

« Chapitre VII. – Dispositions relatives aux congés », placé avant l'article 31 ;

« Chapitre VIII. – Dispositions relatives au terme du contrat de travail », placé avant l'article 33 ;

« Chapitre IX. – Dispositions relatives à la formation professionnelle et la promotion de l'emploi », placé avant l'article 37 ;

« Chapitre X. – Dispositions relatives à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail », placé avant l'article 41 ;

« Chapitre XI. – Dispositions particulières aux activités d'accueil à la ferme », placé avant l'article 44 ;

« Chapitre XII. – Dispositions particulières au personnel d'encadrement », placé avant l'article 49 ;

« Chapitre XIII. – Dispositions relatives à la retraite complémentaire », placé avant l'article 58 ;

« Chapitre XIV. – Dispositions diverses », placé avant l'article 59.

Article 55

Les dispositions de l'annexe II relative au modèle de convention de stage sont remplacées par une nouvelle annexe II reprenant pour information l'accord du 23 décembre 1981 sur la durée du travail en agriculture.

Les dispositions de l'annexe III reprenant l'accord du 23 décembre 1981 sur la durée du travail en agriculture sont remplacées par une nouvelle annexe III reprenant pour information des extraits de l'accord national du 18 juillet 2002 sur les saisonniers, sur diverses dispositions sur les contrats à durée déterminée et sur l'organisation de la gestion prévisionnelle de l'emploi en agriculture : articles 1^{er} et 2 et chapitre I^{er}.

L'annexe IV intitulée « Dispositions particulières propres au personnel d'encadrement » est abrogée.

Dans l'annexe VI, le groupe de mots « De l'article 1^{er} de l'annexe IV » est remplacé par « De l'article 12 ».

L'annexe VI devient la nouvelle annexe IV.

Les dispositions de l'annexe V concernant les dispositions particulières propres au personnel des activités d'accueil à la ferme sont remplacées par une nouvelle annexe V reprenant pour information l'accord régional du 8 juillet 2009 sur une prévoyance complémentaire en agriculture pour les salariés non cadres en région Bretagne.

L'annexe VII est supprimée.

Article 56

Le présent avenant entrera en vigueur au lendemain de la publication de son arrêté d'extension.

Article 57

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale des Côtes-d'Armor de la DIRECCTE de Bretagne.

Fait à Saint-Brieuc, le 5 juillet 2011.

(Suivent les signatures.)